

Communauté urbaine du Grand Reims
Direction de l'urbanisme, de la planification, de l'aménagement et de l'archéologie

ARRETÉ

MISE A JOUR RELATIVE AU ZONAGE PLUVIAL DIT « PLAN PLUIE » SUR L'ENSEMBLE DES DOCUMENTS D'URBANISME DES COMMUNES DE LA COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND REIMS

NOUS, PRESIDENTE DE LA COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND REIMS,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2122-18,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 153-60 et R. 153-18,

Vu l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2016 modifié portant création de la Communauté urbaine du Grand Reims,

Vu les statuts de la Communauté urbaine du Grand Reims,

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale de la Région Rémoise, approuvé le 17 décembre 2016,

Vu les documents d'urbanisme en vigueur des communes de la Communauté urbaine du Grand Reims,

Vu l'arrêté n°CUGR-SA-2020-12 du 20 juillet 2020 donnant délégation de fonction et de signature à Mme Nathalie Miravete, Vice-Présidente déléguée,

Vu la délibération n°CC-2023-56 du 30 mars 2023 approuvant le zonage pluvial dit « Plan Pluie » pour le territoire des 143 communes de la Communauté urbaine du Grand Reims,

Considérant que la communauté urbaine du Grand Reims est compétente en matière de gestion des eaux pluviales urbaines,

Considérant que le zonage pluvial dit « Plan Pluie » doit être annexé aux Plans Locaux d'Urbanisme et aux cartes communales en vigueur,

ARRETONS CE QUI SUIT :

Article 1^{er} : A la date du présent arrêté, les Plans Locaux d'Urbanisme d'AUMENANCOURT, BASLIEUX-LES-FISMES, BAZANCOURT, BEAUMONT-SUR-VESLE, BEINE-NAUROY, BERMERICOURT, BETHENVILLE, BETHENY, BEZANNES, BOUILLY, BOULEUSE, BOULT-SUR-SUIPPE, BRANSCOURT, BREUIL-SUR-VESLE, CAUREL, CAUROY-LES-HERMONVILLE, CERNAY-LES-REIMS, CHALONS-SUR-VESLE, CHAMERY, CHAMPFLEURY, CHAMPIGNY, CHENAY, CHIGNY-LES-ROSES, CORMICY, CORMONTREUIL, COULOMMES-LA-MONTAGNE, COURCELLES-SAPICOURT, COURCY, COURLANDON, COURMAS, CRUGNY, CUISLES, ECUEIL, EPOYE, FAVEROLLES-ET-COEMY, FISMES, GERMIGNY, GUEUX, HERMONVILLE, HEUTREGIVILLE, ISLES-SUR-SUIPPE, JONCHERY-SUR-VESLE, LAVANNES, LES MESNEUX, LES PETITES-LOGES, LOIVRE, LUDES, MAILLY-CHAMPAGNE, MERFY, MONTBRE, MONTIGNY-SUR-VESLE, MUIZON, NOGENT-L'ABBESE, ORMES, PARGNY-LES-REIMS, POMACLE, PONTFAVERGER-MORONVILLIERS, POUILLON, PROUILLY, PRUNAY, PUISIEULX, REIMS, RILLY-LA-MONTAGNE, ROMAIN, ROSNAY, SACY, SAINT-BRICE-COURCELLES, SAINT-ETIENNE-SUR-SUIPPE, SAINT-LEONARD, SAINT-MASMES, SAINT-THIERRY, SARCY, SEPT-SAULX, SERMIERS, SILLERY, TAISSY, THIL, THILLOIS, TINQUEUX, TREPAIL, TRIGNY, TROIS-PUITS, VAL-DE-VESLE, VANDEUIL, VAUDEMANGE, VERZENAY, VILLE-DOMMANGE, VILLE-EN-TARDENOIS, VILLERS-ALLERAND, VILLERS-FRANQUEUX, VILLERS-MARMERY, VRIGNY, WARMERIVILLE, WITRY-LES-REIMS sont mis à jour par l'annexion du zonage pluvial dit « Plan Pluie ».

Article 2 : La mise à jour a été effectuée sur les Plans Locaux d'Urbanisme des communes citées à l'article 1 et est tenue à disposition du public dans les mairies respectives, au siège de la communauté urbaine et à la sous-préfecture de Reims.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Châlons en Champagne, 25 rue du Lycée, dans un délai de 2 mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité et de sa notification ou affichage.

Article 3 : A la date du présent arrêté, les cartes communales d'ANTHENAY, AOUGNY, ARCIS-LE-PONSART, AUBERIVE, BILLY-LE-GRAND, BOURGOGNE-FRESNE, BROUILLET, CHAMBRECY, CHAUMUZY, COURTAGNON, COURVILLE, DONTRIEN, JANVRY, JONQUERY, JOUY-LES-REIMS, LHERY, MARFAUX, MERY-PREMECY, PEVY, POURCY, ROMIGNY, SAINT-EUPHRAISE-ET-CLAIRIZET, SAINT-GILLES, SAINT-HILAIRE-LE-PETIT, SAINT-MARTIN-L'HEUREUX, SAINT-SOUPLET-SUR-PY, SELLES, SERZY-ET-PRIN, TRESLON, VAUDESINCOURT, sont mises à jour par l'annexion du zonage pluvial dit « Plan Pluie ».

Article 4 : La mise à jour a été effectuée sur les cartes communales des communes citées à l'article 3 et est tenue à disposition du public dans les mairies respectives, au siège de la communauté urbaine et à la sous-préfecture de Reims.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié durant deux mois sur le site internet de la communauté urbaine du Grand Reims et affiché durant un mois dans les mairies concernées, Le présent arrêté avec les documents d'urbanisme mis à jour seront publiés sur le Géoportail de l'urbanisme. Mention de cet arrêté sera publié, en outre, dans un journal diffusé dans le département.

Article 6 : Copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le sous-préfet de l'arrondissement de Reims.

Article 7 : Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Trésorier Principal de Reims Municipale sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au Recueil des Actes Administratifs.

Pour la Présidente,
Signé électroniquement le 11/12/2023
8ème Vice-présidente
Nathalie MIRAVETE

A stylized handwritten signature in black ink, consisting of a horizontal line followed by a vertical line and a large, sweeping flourish.

Nombre de membres dont le
Conseil est composé : 207

Présent(s) : 163

Représenté(s) : 30

Votant(s) : 193

Excusé(s) : 9

Absent(s) : 5

EXTRAIT

DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTE URBAINE
DU GRAND REIMS

SEANCE DU JEUDI 30 MARS 2023

Le jeudi 30 mars 2023 à dix-huit heures trente, le Conseil Communautaire régulièrement convoqué par lettre ou courriel du vendredi 24 février 2023, s'est réuni en salle des fêtes de l'Hôtel de Ville de Reims sous la présidence de Mme Catherine VAUTRIN, Présidente de la Communauté urbaine du Grand Reims.

Étaient présents :

M. Azzedine AIT-IHADDADENE, M. Xavier ALBERTINI, Mme Badia ALLARD, M. Jean-Marie ALLOUCHERY, M. Bruno ARIZZI, M. Jean-Pierre ARNAUD, M. Franck ASSELIN, M. Franck BAILLY, Mme Maryline BAILLY, M. Edouard BARON, M. François BARONNET, Mme Caroline BARRÉ, M. Patrice BARRIER, Mme Katia BEAUJARD, Mme Valérie BEAUVAIS, M. Patrick BEDEK, M. Vincent BENNEZON, M. Christian BERLOT, Mme Florence BERTHON, Mme Laurence BILLY, M. Francis BLIN, M. Christophe BLOT, M. Bertrand BOILLY, M. Romain BONHOMME, M. Denis BOUDVILLE, M. Thierry BRIANÇON, Mme Gabrielle BRICOUT, M. Francky CARON, Monsieur Corentin CENTA, M. Philippe CHARDONNET, M. Fabien CHARPENTIER, Mme Valérie CHAUMET, M. Hervé CHEF, M. Conrad CHER, M. Cédric CHEVALIER, Mme Catherine CHOPART, M. Jacky CHOPIN, M. Dany CHRISTOPHE, M. Bruno COCHEMÉ, Mme Catherine COUTANT, Mme Sarah DA COSTA, M. Nicolas DARGENT, M. Frédéric DECHAMPS, Mme Marie DEPAQUY, Mme Laurence DEPLAINE, M. Thierry DESIRA, Mme Anny DESSOY, M. Gilles DESSOYE, Mme Anne DESVERONNIERES, Mme Charlotte D'HARCOURT, M. Robert D'HARCOURT, M. Sébastien DOLÉ, Mme Touria DOUAH, M. Jean-Luc DUBOIS, M. Thomas DUBOIS, Mme Kim DUNTZE, Mme Patricia DURIN, M. Jean-Louis FARARD, M. Jérôme FORTIER, M. Jean-Pierre FORTUNÉ, Mme Evelyne FRAEYMAN-VELLY, M. Régis FRANCKUE, M. Claude GACHET, Mme Audrey GARDEBLED, M. Pascal GARNOTEL, Mme Laurence GARUS, Mme Isabelle GERARD, M. Charles GERMAIN, M. Damien GIRARD, M. Charles GOSSARD, M. Jean-Jacques GOUAULT, M. Vincent GUY, M. Nicolas HABARE, M. Pascal HARLAUT, M. Serge HIET, M. Michel HUTASSE, M. André JACOB, Mme Jeanne JACQUET, Mme Muriel JACQUIOT, M. Thierry JOBART, Mme Martine JOLLY, M. Jean-Pierre JOREZ, M. Michel KELLER, M. Pascal LABELLE, M. Stéphane LANG, Mme Chantal LANTENOIS, Mme Bénédicte LE PANSE, M. Guy LECOMTE, M. Dominique LEDEME, M. Eric LEGER, M. Frédéric LEPAN, M. Julien LEPITRE, Mme Maryse LEQUEUX, Mme Marie-Claire LESIEUR, M. Jean LETISSIER, M. Denis LHOTELAIN, M. Pierre LHOTTE, M. Thibault LOCQUARD, M. Pascal LORIN, Mme Colette MACQUART, M. Christophe MAHUET, Mme Catherine MALAISÉ, Mme Véronique MARCHET, M. Frédéric MASSONOT, M. Claude MAUPRIVEZ, M. Jean MICHEL, M. Alain MICHELON, Mme Laure MILLER, Mme Orélie MINGOLLA, Mme Nathalie MIRAVETE, M. François MOURRA, M. Patrice MOUSEL, M. Francis MUNIER, M. Arnaud NININ, M. Franck NOEL, M. Dimitri OUDIN, M. Christophe PATINET, Mme Annie PERRARD, M. Jean-Claude PHILIPOT, Mme Marie-Thérèse PICOT, M. Claude PIQUARD, M. Jean-Christophe POINS, M. Denis PONCELET, M. Kevin PONCIN, Mme Aline POUDRAS, Mme Nadine POULAIN, M. Eric QUENARD, Mme Evelyne QUENTIN, M. Pierre REANT, M. Germain RENARD, M. Guy RIFFÉ, M. Arnaud ROBINET, Mme Anne-Sophie ROMAGNY, Mme Marie-Inès ROMELLE, M. Jean-Pierre RONSEAUX, M. Mario ROSSI, Mme Claudine ROUSSEAUX, M. Jean-Marc ROZE, Mme Marie ROZE, Mme Silvana SAHO-NUZZO, M. Philippe SALMON, M. Jean-Luc SENE, M. Michel SICRE, M. Patrick SIMON, M. Michel SUPPLY, M. Patrick TCHANGA, M. André TETENOIRE, M. Bernard THIERY, M. Freddy THOMAS, M. Alain TOULLEC, Mme Catherine VAUTRIN, M. Yann VELLY, M. Marcel VERGEZ, M. Vincent VERSTRAETE, M. Jean-Marie VIEVILLE, M. Philippe WATTIER, M. Bernard WEILER, M. Xavier AUGUSTE (suppléant de M. Jean-Robert AUGUSTE), Mme Carole GODIN (suppléant de M. Pierre GEORGIN), Mme Céline OUDIN (suppléant de M. Didier HENRIET), Mme Sylvie LEMAIRE (suppléant de M. Franck JACQUET), Mme Christiane LASSEAUX (suppléant de Mme Marie-Bernadette NEYRINCK), Mme Marie-Annick DEMESSENCE (suppléant de M. Dominique POTAR)

Étaient représenté-e-s :

M. Jacques AMMOURA a donné pouvoir à Claude GACHET, M. Raymond AYALA a donné pouvoir à Denis BOUDVILLE, Mme Marie-Hélène BASTOGNE a donné pouvoir à Michel KELLER, M. Marcel BENCIVENGO a donné pouvoir à François MOURRA, M. Raphaël BLANCHARD a donné pouvoir à Laurence BILLY, Mme Brigitte BLONDEAU a donné pouvoir à Touria DOUAH, M. David CHATILLON a donné pouvoir à Edouard BARON, M. Patrice CHRETIEN a donné pouvoir à Claudine ROUSSEAUX, Mme Cécile CONREAU a donné pouvoir à Jean-Marc ROZE, M. Christophe CORBEAUX a donné pouvoir à Serge HIET, Mme Valérie CORDEBAR a donné pouvoir à Jean-Marie ALLOUCHERY, M. Eric DELFORGE a donné pouvoir à Silvana SAHO-NUZZO, M. Alban DOMINICY a donné pouvoir à Marie-Thérèse PICOT, M. Martial DUPIN a donné pouvoir à Denis PONCELET, M. Stéphane GOMBAUD a donné pouvoir à Julien LEPITRE, Mme Patricia GRAIN a donné pouvoir à Eric QUENARD, Mme Cathy LAURIN a donné pouvoir à Thierry BRIANÇON, Mme Jacqueline LOPATA a donné pouvoir à Pierre REANT, M. Eric MALTOT a donné pouvoir à Jeanne JACQUET, M. Jean MARX a donné pouvoir à Audrey GARDEBLED, M. Emmanuel MAZINGUE a donné pouvoir à Bénédicte LE PANSE, Mme Agathe MOUGENOT a donné pouvoir à Catherine CHOPART, Mme Monique ROUSSEL a donné pouvoir à Marie ROZE, M. André SECONDE a donné pouvoir à Patrice BARRIER, Mme Armelle SIMON a donné pouvoir à Patrick TCHANGA, Mme Mounya TAGGAE a donné pouvoir à Pascal LABELLE, M. Léo TYBURCE a donné pouvoir à Dominique LEDEME, M. Daniel VAQUETTE a donné pouvoir à Jean-Marie VIEVILLE, Mme Elizabeth VASSEUR a donné pouvoir à Philippe WATTIER, M. Alain WANSCHOOR a donné pouvoir à Gabrielle BRICOUT

Étaient excusé-e-s :

Mme Nathalie BELAMY, M. Nicolas CARNOYE, M. Alain DE CEULENEER, M. Jean-Pierre GRISOUARD, M. Dominique HENIN, M. Alain HIRAULT, M. Antoine LEMAIRE, Mme Zabbaou LIMAN, Mme Marie-Noëlle RAINON

Étaient absent-e-s :

M. Eric AMMEUX, M. Paul-Vincent ARISTON, M. Cyrille DUTERNE, M. Patrice MOREL, Mme Sylvie PORET

N'ont pas pris part au vote :

M. Jacques AMMOURA, M. Jean-Pierre ARNAUD, M. Vincent BENNEZON, M. Christophe BLOT, M. Thierry BRIANÇON, M. Conrad CHER, M. Nicolas DARGENT, M. Thierry DESIRA, Mme Anny DESSOY, M. Jérôme FORTIER, M. Serge HIET, Mme Muriel JACQUIOT, Mme Chantal LANTENOIS, Mme Bénédicte LE PANSE, Mme Catherine MALAISÉ, Mme Véronique MARCHET, M. Jean-Christophe POINS, Mme Evelyne QUENTIN

Secrétaire : Alain TOULLEC

Vice Secrétaire : Jean-Pierre FORTUNÉ

Votes :

Pour : 172 Contre : 0 Abstention : 3

COMMUNE DE PROUILLY
DÉCLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLAN LOCAL D'URBANISME
APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.123-1 et suivants, et R.123-1 et suivants,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-54 et suivants,

Vu l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2016 modifié portant création de la Communauté Urbaine du Grand Reims,

Vu l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2019 relatif à la composition du Conseil communautaire de la Communauté urbaine du Grand Reims,

Vu les statuts de la Communauté urbaine du Grand Reims,

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale de la Région de Reims approuvé le 17 décembre 2016,

Vu sa délibération n°CC-2018-129 du 28 juin 2018 modifiant le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Prouilly, approuvé le 18 juillet 2015,

Vu la délibération n°2020-09-02 du Conseil municipal de Prouilly, du 17 septembre 2020, demandant à la Communauté urbaine du Grand Reims de prescrire une procédure de mise en compatibilité du PLU avec une déclaration de projet pour la réhabilitation du réservoir d'eau potable qui alimente la commune de Jonchery/Vesle et l'élargissement de la voie d'accès à ce réservoir,

Vu l'arrêté n°CUGR-DUAUAFAY-2021-0007 de Madame la Présidente du 15 avril 2021 engageant la mise en compatibilité n°1 du PLU,

Vu l'avis n°MRAe 2022AGE59 de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale du 4 octobre 2022,

Vu le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint tenue le 18 novembre 2022 avec les personnes publiques associées,

Vu l'arrêté n°CUGR-DUAUAFAY-2022-020 de Madame la Présidente du 12 décembre 2022, soumettant à enquête publique l'intérêt général de l'opération de réhabilitation du réservoir d'eau potable et l'élargissement de la voie d'accès à ce réservoir et la mise en compatibilité du PLU,

Vu l'enquête publique qui a eu lieu en mairie du 5 janvier au 3 février 2023,

Vu le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur,

Vu la délibération n°2023-02 du Conseil municipal de Prouilly du 10 mars 2023 émettant un avis favorable pour l'approbation, par la Communauté urbaine du Grand Reims, de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU,

Vu le passage en Conférence de territoire Fismes Ardre et Vesle

Vu l'avis du bureau communautaire du jeudi 23 mars 2023,

Vu la note explicative de synthèse, jointe à la convocation et valant exposé des motifs,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

d'approuver l'intérêt général de l'opération de réhabilitation du réservoir d'eau potable reposant sur les motifs et considérations tels qu'annexés,

d'approuver la mise en compatibilité n°1 du Plan Local d'Urbanisme, telle qu'elle est annexée à la présente délibération.

La présente délibération sera affichée en mairie de Prouilly pendant un mois, sera publiée électroniquement sur le site de la Communauté urbaine du Grand Reims pendant deux mois et sur le Portail national de l'Urbanisme. Mention de cet affichage sera, en outre, inséré en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Les documents listés ci-après font partie intégrante de la délibération transmise au contrôle de légalité :

- rapport de présentation,
- règlement modifié,
- évaluation environnementale,
- extrait de zonage modifié,
- zonage au 1/2000^{ème},
- zonage au 1/5 000^{ème}.

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil
communautaire de la Communauté urbaine du Grand Reims,

**Pour la Présidente de la Communauté urbaine du Grand Reims,
Par délégation,**

Nathalie MIRAVETE



Secrétaire : Alain TOULLEC

Vice Secrétaire : Jean-Pierre FORTUNÉ



Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet de la communauté urbaine du Grand Reims le 3 avril 2023 et de la réception en Préfecture le 3 avril 2023. Identifiant : 051-200067213-20230330-163913-DE-1-1

Nombre de membres dont le
Bureau est composé : 60

Présent(s) : 49

Représenté(s) : 4

Votant(s) : 53

Excusé(s) : 4

Absent(s) : 3

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DECISIONS
DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTE URBAINE
DU GRAND REIMS

SEANCE DU JEUDI 23 SEPTEMBRE 2021

Le jeudi 23 septembre 2021 à dix-huit heures trente, le Bureau Communautaire régulièrement convoqué par lettre ou courriel du vendredi 17 septembre 2021, s'est réuni Pôle Champagne Vesle, 18 rue du Moutier à Gueux sous la présidence de Mme Catherine VAUTRIN, Présidente de la Communauté urbaine du Grand Reims.

Étaient présents :

M. Xavier ALBERTINI, M. Patrice BARRIER, Mme Katia BEAUJARD, M. Patrick BEDEK, M. Raphaël BLANCHARD, M. Francis BLIN, M. Bertrand BOILLY, M. Romain BONHOMME, M. Hervé CHEF, M. Cédric CHEVALIER, M. Bruno COCHEMÉ, M. Gilles DESSOYE, Mme Anne DESVERONNIERES, Mme Patricia DURIN, M. Pascal GARNOTEL, M. Pierre GEORGIN, M. Damien GIRARD, M. Charles GOSSARD, M. Nicolas HABARE, M. Michel KELLER, Mme Chantal LANTENOIS, M. Guy LECOMTE, M. Eric LEGER, M. Frédéric LEPAN, M. Pierre LHOTTE, M. Pascal LORIN, Mme Colette MACQUART, M. Christophe MAHUET, M. Jean MARX, Mme Laure MILLER, M. François MOURRA, M. Patrice MOUSEL, M. Franck NOEL, Mme Nadine POULAIN, M. Eric QUENARD, Mme Evelyne QUENTIN, M. Guy RIFFÉ, M. Arnaud ROBINET, Mme Anne-Sophie ROMAGNY, M. Jean-Pierre RONSEAU, M. Mario ROSSI, Mme Claudine ROUSSEAU, M. Jean-Marc ROZE, M. Philippe SALMON, M. André SECONDE, M. André TETENOIRE, Mme Catherine VAUTRIN, M. Alain WANSCHOOR, M. Philippe WATTIER

Étaient représenté-e-s :

M. David CHATILLON a donné pouvoir à Mario ROSSI, M. Michel HUTASSE a donné pouvoir à Gilles DESSOYE, Mme Annie PERRARD a donné pouvoir à Pierre LHOTTE, M. Alain TOULLEC a donné pouvoir à Catherine VAUTRIN

Étaient excusé-e-s :

M. Thomas DUBOIS, M. Jean-Pierre FORTUNÉ, M. Alain HIRAUULT, Mme Nathalie MIRAVETE

Étaient absent-e-s :

M. Christophe CORBEAUX, M. Jean-Jacques GOUAULT, M. Dominique POTAR

Secrétaire : Katia BEAUJARD

Vice Secrétaire : Xavier ALBERTINI

Votes :

Pour : 53 Contre : 0 Abstention : 0

**COMMUNE DE PROUILLY
PLAN LOCAL D'URBANISME
MISE EN COMPATIBILITÉ
DÉFINITION DES MODALITÉS DE CONCERTATION**

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L103-2 et suivants, L153-41 et suivants, L153-45 à L153-48,

Vu la Loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire, modifiée,

Vu la Loi n°2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire,

Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19, modifiée,

Vu l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2019 relatif à la composition du Conseil communautaire de la Communauté urbaine du Grand Reims,

Vu les statuts de la Communauté urbaine du Grand Reims,

Vu les délibérations n°CC-2020-77, CC-2020-171 et CC-2020-275 du Conseil communautaire des 10 juillet 2020, 19 novembre 2020 et 17 décembre 2020 donnant délégation au Bureau,

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale de la Région de Reims approuvé le 17 décembre 2016,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Prouilly approuvé le 18 juillet 2014, modifié le 28 juin 2018,

Vu la délibération n°2020_09_02 du Conseil municipal de Prouilly du 17 septembre 2020, demandant à la Communauté urbaine du Grand Reims de faire évoluer son PLU, afin de modifier le classement d'une zone située en Espace Boisé Classé, permettant ainsi la mise en œuvre des travaux de réfection des réservoirs d'eau potable,

Vu l'arrêté n°CUGR-DUAUFAV-2021-0007 de Madame la Présidente de la Communauté urbaine du Grand Reims du 15 avril 2021 engageant la mise en compatibilité avec déclaration de projet du PLU de Prouilly,

Vu la note explicative de synthèse, jointe à la convocation et valant exposé des motifs,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

de soumettre à concertation du public le projet de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Prouilly, selon les modalités suivantes :

- une information régulière dans le journal de la commune,
- des informations transmises par mail aux habitants,
- un affichage sur les panneaux communaux,
- la mise à disposition d'un registre en mairie,

d'autoriser Madame la Présidente à prendre toutes les décisions nécessaires à la mise en place de cette concertation.

Pour extrait conforme au registre des décisions du Bureau
Communautaire de la Communauté urbaine du Grand Reims,

**Pour la Présidente de la Communauté urbaine du Grand Reims,
Par délégation,**

Nathalie MIRAVETE

Certifié exécutoire compte tenu de l'affichage le 24 septembre 2021 et de la réception en Préfecture le 24 septembre 2021.

Identifiant : 051-200067213-20210923-128405-DE-1-1

DÉPARTEMENT DE LA MARNE
Communauté Urbaine du Grand Reims

CUGR-DUAUFAV-2021-0007

ARRETE n°CUGR-DUAUFAV-2021-0007

Prescrivant la mise en compatibilité du PLU de PROUILLY avec une déclaration de projet lieu-dit « le bois du Goulot »

NOUS, PRESIDENTE DE LA COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND REIMS,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu le Code de l'Environnement,

Vu le Code Forestier,

Vu l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2016 modifié portant création de la Communauté urbaine du Grand Reims,

Vu les statuts de la Communauté urbaine du Grand Reims,

Vu l'arrêté n°CUGR-SA-2020-12 du 20 juillet 2020 donnant délégation de fonction et de signature à Madame Nathalie MIRAVETE, Vice-Présidente déléguée,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Prouilly approuvé le 18 juillet 2015,

Vu la délibération du conseil municipal de Prouilly n° 2020-09-02 en date du 17 septembre 2020 demandant à la communauté urbaine du Grand Reims de prescrire une procédure de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme avec une déclaration de projet pour la réhabilitation du réservoir d'eau qui alimente la commune de Jonchery sur Vesle et l'élargissement de la voie d'accès à ce réservoir,

Considérant qu'il apparaît nécessaire de se prononcer par une déclaration de projet sur l'intérêt général de ce projet situé au lieu-dit « le bois du Goulot », à Prouilly, pour les motifs suivants :

- Ce projet porte sur une nécessité de service public,
- L'accès au réservoir d'eau potable de la commune est aujourd'hui étroit et des travaux de réhabilitation sont nécessaires. Ils ne seront réalisables qu'avec une voie carrossable. Pour cela, la collectivité souhaite déclasser 8 480 m² d'espaces boisés classés afin de créer un chemin d'accès carrossable et sécurisé au réservoir d'eau potable de la commune pour sa réhabilitation et son exploitation.

Considérant qu'en application de l'article L.300-6 du Code de l'Urbanisme, les établissements publics de coopération intercommunale compétents peuvent se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'environnement,

Considérant qu'en application de l'article L.153-54 du Code de l'Urbanisme, une opération faisant l'objet d'une déclaration de projet, et qui n'est pas compatible avec les dispositions d'un PLU ne peut intervenir que si :

1° l'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'intérêt général de l'opération et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence,

2° les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan ont fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9,

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, 25 rue du Lycée, dans un délai de 2 mois à compter sa transmission au contrôle de légalité et de son affichage.

Considérant que ce projet nécessitera une mise en compatibilité du PLU de Prouilly au motif que le PLU opposable ne permet pas la réalisation du projet.

ARRETONS CE QUI SUIT :

Article 1er :

Une procédure de mise en compatibilité du PLU de Prouilly avec une déclaration de projet est prescrite.

Article 2 :

Conformément aux articles R.122-21 du Code de l'Environnement et R.104-23 du Code de l'Urbanisme, la communauté urbaine du Grand Reims transmettra le projet d'évolution du PLU à la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale afin qu'elle puisse émettre un avis sur l'évaluation environnementale et sur la prise en compte de l'environnement par le projet de document d'urbanisme.

Article 3 :

Le projet de mise en compatibilité du PLU fera l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'Urbanisme.

Article 4 :

Une enquête publique sera réalisée conformément au Code de l'Environnement par la communauté urbaine du Grand Reims et portera à la fois sur l'intérêt général de l'opération et sur la mise en compatibilité du PLU qui en est la conséquence. L'ouverture de cette enquête et les conditions de sa réalisation feront l'objet d'un arrêté ultérieur.

Article 5 :

A l'issue de l'enquête publique, le conseil communautaire de la communauté urbaine du Grand Reims se prononcera sur la déclaration de projet et décidera la mise en compatibilité du PLU de Prouilly, éventuellement modifiée pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire, après avis de la commune, conformément à l'article L.5211-57 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 6 :

La décision de mise en compatibilité devient exécutoire dès l'exécution de l'ensemble des formalités de publicité et d'affichage prévues dans le Code Général des Collectivités Territoriales et dans le Code de l'Urbanisme.

Article 7 :

Cet arrêté sera affiché pendant un mois au siège de la communauté urbaine du Grand Reims et à la mairie de Prouilly et une mention de cet arrêté sera effectuée dans un journal diffusé dans le Département.

Article 8 :

Copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Sous-Préfet de l'Arrondissement de Reims.

Pour la Présidente,
Signé le jeudi 15 avril 2021
8ème Vice-présidente



Ce document est signé électroniquement

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, 25 rue du Lycée, dans un délai de 2 mois à compter sa transmission au contrôle de légalité et de son affichage.

NOMBRES DE MEMBRES		
Afférent au conseil municipal	En Exercice	Votants
15	15	14

Séance du 17 septembre 2020

Date de la convocation
11 septembre 2020

Date de la séance
17 septembre 2020

N°2020_09_02

Demande de lancement d'une procédure de mise en comptabilité du Plan Local d'Urbanisme de PROUILLY avec une déclaration de projet auprès de la Communauté Urbaine du Grand Reims

L'an deux mille vingt et le dix-sept septembre à 19 heures 30, le conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Madame Catherine MALAISÉ (Maire).

Présents : Catherine MALAISÉ, Claude LÉVÊQUE, Jocelyne LARUE, Chantal WAGNER, Patrick MATHIEU, Damien LEGROS, Frédéric LEFEVRE, Benoît LEBON, Jean-Michel BOSTYN, Damien GOULARD, Justine MARCY-CHINCHILLA, Audrey POTAUFEUX, Jean-Noël GODIN
Absents ayant donné procuration : Brigitte GODART par Chantal WAGNER

Absents excusés :

Absents : Benjamin WAQUELIN

Secrétaire de séance : Chantal WAGNER

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-54 et suivants,
VU l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2016 modifié portant création de la Communauté urbaine du Grand Reims,
VU les statuts de la Communauté urbaine du Grand Reims,
VU le Schéma de Cohérence Territoriale de la Région de Reims approuvé le 17 décembre 2016,
VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 28 juin 2018,
CONSIDÉRANT que le mauvais état des réservoirs d'eau potable alimentant la commune de Jonchery Sur Vesle nécessite des travaux urgents,
CONSIDÉRANT que ces réservoirs d'eau potable ne sont pas inscrits dans le PLU et que la zone concernée est un Espace Boisé Classé,
CONSIDÉRANT le besoin de faire évoluer le PLU afin de classer la zone des travaux en Zone N,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité,

DÉCIDE,

de solliciter la Communauté Urbaine du Grand Reims afin d'engager une procédure de mise en compatibilité du PLU de la commune de PROUILLY.

Le Maire, Catherine MALAISÉ



RF
Sous Préfecture de REIMS
Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR: 24/09/2020
051-215104159-20200917-2020_09_02-DE